

## 30" macro #331 - Post Brexit...

n°331

Semaine du 18 au 22 Juillet 2016  
Chaguir Mandjee et Pauline Tuccella

Le FMI a revu à la baisse ses perspectives de croissance hier, mardi 19 juillet (2017 passe de 3,5% à 3,2%). La révision baissière des prévisions rappelle que l'impact du Brexit ne sera pas neutre sur la croissance de la zone euro. La prudence de la Commission devrait encourager la BCE à rester très prudente et restera particulièrement attentive aux premiers indicateurs statistiques « post Brexit ».

Au Royaume-Uni, un membre de la Banque d'Angleterre évoque des signes de ralentissement de l'économie et d'inflation après le vote pour le Brexit. Les implications pour l'économie sont incertaines. Le ministre du commerce international parle du 1er janvier 2019 comme date effective de sortie de l'Union européenne. Cela laisse du temps au pays pour obtenir une meilleure visibilité. La Banque d'Angleterre sera présente pendant cette transition et un assouplissement monétaire devrait avoir lieu dès le mois d'août. L'indicateur du stress a encore reculé vendredi à 12,65. Le degré de confiance est à un niveau historiquement bas malgré des climats géopolitique et politique préoccupants.

En zone euro, les taux des obligations corporate devraient rester durablement sous pression. La Banque centrale européenne a publié hier la liste des entreprises concernées par son programme d'achats de dette corporate qui s'élève déjà à 10 MM€ depuis le début du programme le 8 juin dernier. En France, le plus grand marché d'obligations d'entreprise en zone euro, ce programme intègre un très grand nombre d'entreprises allant des sociétés de transports à des grands groupes industriels ou des assureurs, avec des maturités très variables (de quelques mois à 20 ans).

Aux Etats-Unis, les statistiques continuent d'être bien orientées. Sur un an, les progrès sur le marché du travail, les hausses de salaires et la faiblesse de l'inflation ont porté le pouvoir d'achat et la confiance des ménages, permettant une inflexion positive des dépenses. Cette dynamique devrait se poursuivre durant les prochains trimestres faisant de la consommation le principal moteur de la croissance américaine. Ces données confortent l'hypothèse d'une action de la Fed avant la fin de l'année.

En Chine, il sera difficile de maintenir le même niveau de croissance économique au S1 selon le bureau national des statistiques. La croissance économique est supérieure au T2 mais l'investissement privé est à son plus bas historique. Les autorités chinoises multiplient les annonces indiquant qu'elles feront le nécessaire pour limiter le risque d'un ralentissement trop marqué. La banque centrale évoque la possibilité d'un soutien public plus important. D'après un officiel de l'institution, la Chine a la possibilité « d'augmenter son déficit public jusqu'à 4 ou 5% du PIB pour soutenir l'économie » (la cible actuelle est de 3% du PIB en 2016, déjà en hausse par rapport à celle de 2,4% en 2015).